**NOTICE DE SELECTION**

**Recrutements** **d’un(e) consultant(e)** **national** **(e) pour l’Evaluation finale du projet Leadership/KOICA**

**Référence du dossier****:** **016/IC-NAT/KOICA/2022**

Date : 04/04/2022

**Pays :** République Démocratique du Congo, Province de : Nord-Kivu

**Description de la mission** : d’un(e) consultant(e) national pour l’Evaluation finale du projet Leadership/KOICA.

**Niveau de poste et d’expérience :** Consultance, National

**Intitulé du projet :** projet KOICA

**Durée de la mission :** 45 jours ouvrables

**Lieux d’affectation** : Goma (avec des déplacements dans les chefferies de Bashali (territoire de Masisi), Bwisha (territoire de Rutshuru) et Watalinga (territoire de Beni)

**Prière envoyer vos propositions (proposition technique et Lettre d´Offre avec une proposition financière) dûment signées à l’adresse e-mail ic.soumission.cd@undp.org avec mention de la référence et intitulé du dossier. Veuillez noter qu´il est obligatoire d´indiquer cette référence dans l´objet du message. Les propositions transmises sans indiquer la référence correcte du dossier pourraient ne pas être prises en compte**

**Votre proposition devra être reçue au plus tard le vendredi 22 avril 2022 à 16 heures de Goma. Toute offre soumise après ce délai sera automatiquement rejetée.**

N’hésitez pas à écrire à l’adresse soumission.info@undp.org pour toute information complémentaire avant la date limite de dépôt des offres.

Les offres sont publiées sur les sites suivants du PNUD :

<http://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=>89763

**Les candidatures féminines sont vivement encouragées.**

|  |
| --- |
| **I. Contexte et justification** |
| Le Bureau Pays du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) appuie le gouvernement congolais dans la mise en œuvre de la bonne gouvernance et la décentralisation en apportant son expertise en vue de développer et d’améliorer le cadre juridique et d’accompagner les expériences qui garantissent l’efficacité de la décentralisation sur le terrain et qui assurent la promotion du développement et la démocratie au niveau local en mettant l’accent sur la participation des femmes et des jeunes. En outre, grâce au mécanisme d’appui à la mise en œuvre du New Deal, le Bureau Pays aide la RDC à renforcer la consolidation de la paix et l’état de droit, à se familiariser avec les concepts clés New-Deal ; à renforcer les capacités du pays à entreprendre l’analyse de fragilités et intégrer le New-Deal, la consolidation de la paix, la fragilité et la reconstruction dans le processus de la planification nationale, y compris le Plan national stratégique de développement (PNSD). Cet appui fait partie du programme énoncé dans le Document de programme pays (CPD) 2020-2024, dans sa Priorité 1. Gouvernance pour le développement durable, qui appuie la décentralisation et le développement local en renforçant la participation équitable des hommes et des femmes à la prise de décisions et aux processus connexes, ainsi que la capacité des entités territoriales décentralisées à répondre aux besoins de la population. Le projet a adopté une approche inclusive et consultative conformément au New-Deal (PSG 1) et l’ODD 5 (« *parvenir à l’égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et filles* ») ainsi que l’ODD 16 par l’appui aux administrations locales et la participation des femmes et jeunes aux instances de prise de décisions. Le projet garantit que les jeunes et les femmes jouent un rôle central dans toutes les activités prévues et ouvre des perspectives de participation, d’autonomisation et de contribution à la gouvernance locale sous différentes formes.L’objectif du projet est de renforcer la cohésion sociale dans les zones stabilisées du Nord-Kivu afin de contribuer à la consolidation de la paix et de construire les fondations pour un développement durable. Il vise également à améliorer l’effectivité de la décentralisation, de la gouvernance locale et l’accès à des services publics de qualité dans les zones d’intervention. Le projet s’aligne sur les objectifs de la stratégie de soutien à la stabilisation à trois niveaux-national, provincial et local, tenant compte de leur interdépendance, afin que l’objectif global de la gouvernance pour la paix qui renforce le contrat social soit atteint.***Les objectifs spécifiques du projet sont*** : (i) Le contrat social est renforcé grâce à la coordination locale, la participation à la gouvernance locale et une meilleure redevabilité ; (ii) Une budgétisation participative respectant l’égalité du genre au niveau local améliore les services sociaux de base et le développement économique local ; (iii) Les actions ciblées mises en œuvre pour renforcer la résilience des femmes et des jeunes contribuent à renforcer les progrès vers la réalisation du PSG#1 du New-Deal et les ODD.**Les résultats attendus du projet : (i)** : La cohésion sociale est renforcée grâce à une gouvernance inclusive et participative et des processus de développement coordonnés par les autorités provinciales et locales grâce à la participation renforcée des organisations de femmes et de jeunes; (ii) Les Entités Territoriales Décentralisées ( ETD) fournissent des services de base à leurs citoyens et un accès économique amélioré pour renforcer le bien-être des communautés locales, notamment les femmes et les jeunes; (iii) Une compréhension améliorée du développement local dans les zones ciblées permet d’améliorer le cadre juridique et réglementaire en y intégrant l’analyse des conflits ainsi que les besoins spécifiques des femmes et des hommes.**Bénéficiaires du projet : (i)** *Bénéficiaires directs* : 3 000 femmes et jeunes dans 3 “Entités Territoriales Décentralisées” – ETD ; (ii) *Bénéficiaires indirects* : 800 000 habitants de la chefferie de Bwisha ; plus de 200 000 habitants de la chefferie de Bashali et plus de 100 000 habitants de la chefferie de Watalinga. Les autres bénéficiaires indirects incluent l’administration de la province et la société civile, y compris les groupes de jeunes et de femmes. |

|  |
| --- |
| **II. Objectifs de la mission** |
| Sous la supervision de l’Unité Assurance Qualité et Partenariat (UPAQ) du PNUD RDC et de l’unité Consolidation de la Paix et Renforcement de la Démocratie (CPRD), cette évaluation finale a pour objectifs de : 1. Evaluer la performance globale du projet LEADERSHIP au regard des objectifs assignés et des résultats escomptés (impact ; effets ; produits) selon les critères de pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact, durabilité [[1]](#footnote-1) ;
2. Identifier et analyser les principaux facteurs internes et externes ayant favorisés ou entravés l’atteinte des effets et résultats attendus par le projet LEADERSHIP ;
3. Réaliser un journal des bonnes pratiques et des leçons apprises du projet LEADERSHIP ;
4. Identifier et analyser les orientations programmatiques pertinentes et réalistes en matière de renforcement de la cohésion sociale, et du leadership des jeunes et des femmes ;

L’évaluation portera sur le projet LEADERSHIP/KOICA-GL mis en œuvre par le PNUD sous la tutelle du Ministère National de la Décentralisation en partenariat étroit avec les autorités provinciales (Ministère Provincial de l’administration du territoire, ordre public et décentralisation ; Ministère Provincial du Genre) entre février 2019 et juin 2022. L’évaluation couvre ainsi toutes les interventions menées au niveau institutionnel, organisationnel et individuel dans la ville de Goma ainsi que dans les chefferies de Bashali, Bwisha et Watalinga dans la province du Nord-Kivu  |
|

|  |
| --- |
| **IV. Questions indicatives de l’évaluation** |
| Les questions suivantes peuvent orienter l’évaluation : 1. Dans quelles mesures les interventions du projet LEADERSHIP ont-elles apporté une réponse aux besoins et attentes des bénéficiaires directs et indirects ?
2. Quel est le niveau de réalisation des effets/résultats recherchés par le projet LEADERSHIP en matière de renforcement du leadership et les capacités des femmes et des Jeunes afin de promouvoir leur participation accrue à la gouvernance ?
3. Est-ce que les ressources (humaines, financières, matérielles) disponibilisées pour la mise en œuvre du projet LEADERSHIP sont suffisantes pour l’atteinte des effets/résultats escomptés ?
4. Quels sont les acquis des trois ans et demi de la mise en œuvre du projet LEADERSHIP dans la province du Nord-Kivu ?
5. Dans quelles mesures les interventions développées par le projet LEADERSHIP ont -elles fait l’objet d’une institutionnalisation et d’une pérennisation (probabilité de poursuites des efforts et de consolidation des acquis) par les bénéficiaires directs et indirects ?
6. Quels sont les facteurs internes et externes qui ont eu un impact négatif sur l’atteinte des effets/résultats recherchés par le projet LEADERSHIP ? Quelles sont les solutions de mitigations mises en place ou à mettre en place pour minimiser cet impact ?
7. Quels sont les facteurs internes et externes qui ont favorisé l’atteinte des effets/résultats recherchés par le projet LEADERSHIP ? Quelles seraient les stratégies pour les maximiser ?
8. Dans quelles mesures d’autres interventions/projets ont-elles impacté positivement et négativement les interventions du projet LEADERSHIP et les résultats escomptés (cohérence interne : synergies entre les différentes interventions ; cohérence externe : synergie, complémentarité, coordination entre les interventions du PNUD et celles d’autres acteurs dans le même contexte) ?
9. Quelles sont les orientations programmatiques pertinentes et réalistes en matière de renforcement de la cohésion sociale, de renforcement du leadership et les capacités des femmes et des Jeunes afin de promouvoir leur participation accrue à la gouvernance ?
 |
| **IV. Méthodologie de l’évaluation** |
| La méthodologie spécifique et le plan de travail de l’évaluation finale du projet LEADERSHIP seront élaborés et présentés par le consultant et validés par l’UPAQ du Bureau du PNUD RDC. L’évaluation finale sera conduite dans le respect des principes d’évaluation énoncés dans [le Guide pour l’éthique de l’évaluation du Groupe des Nations Unies pour l’évaluation](http://www.unevaluation.org/ethicalguidelines)[[2]](#footnote-2) et [le code de conduite d'UNEG pour l'évaluation dans le système de Nations Unies](http://www.unevaluation.org/unegcodeofconduct)[[3]](#footnote-3).La méthodologie proposée devra s’appuyer sur la conduite de diverses activités permettant d’établir une triangulation des données quantitatives et qualitatives et d’avoir des réponses aux questions évaluatives, issue notamment : 1. De la **revue documentaire** en utilisant toutes les sources disponibles au sein du PNUD ainsi que des partenaires de mise en œuvre (autorités provinciales et locales ; ONG…) : documents du projet, termes de références des activités ; compte rendu des organes de gouvernance et des mécanismes de coordination ; études et évaluations connexes…
2. Des ***entretiens structurés ou semi-structurés, les focus groups*** avec les responsables de l’exécution du projet au PNUD ainsi que ses partenaires de mise en œuvre (CARE INTERNATIONAL, WHH, ODH, FONDATION HIRONDELLE), le bailleur KOIKA « Agence Coréenne de la Coopération Internationale » et les bénéficiaires (Ministère de la Décentralisation au niveau national et provincial ; Ministère du Plan et du Genre au niveau provincial ; Divisions provinciales de la Décentralisation, du Plan, du Genre et de la Jeunesse ; la cellule provinciale d’appui à la pacification « CPAP », le Conseil Provincial de la Jeunesse « CPJ », les entreprises sélectionnées pour les travaux de construction/réhabilitation des infrastructures communautaires ; les comités locaux de paix et de développement « CLPD », les collectifs des associations féminines « CAF » et les conseils locaux de la jeunesse « CLJ » des chefferies de Bashali, Bwisha et Watalinga ; les associations locales des jeunes et des femmes bénéficiaires des subventions en faveur des jeunes et des femmes dans les 3 ETD ; les individus (filles, garçons et femmes) ayant bénéficié des formations professionnelles en métiers dans les 3 ETD. Il s’agira également de rencontrer les différentes autorités politico-administratives du Nord-Kivu, des chefferies de Bashali, Bwisha et Watalinga ainsi que la société civile.
3. ***Des visites de terrain*** seront effectuées dans les chefferies de Bashali, Bwisha et Watalinga, zones couvertes par les interventions du projet LEADERSHIP.

Le/la consultant(e) sera libre de proposer tout autre outil ou approche pertinente pour la réalisation de cette évaluation. Il/Elle sera également libre de prendre contact avec toutes les personnes et/ou institutions qui sont susceptibles de contribuer à la réalisation de son mandat. Le PNUD devra faciliter la prise de contact du/de la consultant(e) avec toutes les parties prenantes identifiées.  |

 |
|

|  |
| --- |
| VII**. Modalités d’execution de l’évaluation** |
| Le PNUD est le principal destinataire de cette évaluation et fournit à ce titre un appui stratégique et administratif pour la bonne marche de cette évaluation. Le PNUD devra aussi s’assurer de la diffusion du rapport et de l’utilisation des recommandations afin d’orienter stratégiquement les interventions futures.* 1. **Commanditaire de l’evaluation**

L’UPAQ sous l’autorité du Team Leader pour : 1) fournir des conseils à l’équipe en charge de l’évaluation ; 2) être responsable et rendre compte de la qualité du processus et des produits de l’évaluation ; 3) recommander l'acceptation du rapport final de l’équipe d’évaluation.* 1. **Équipe d'évaluation**

Le/la consultant(e) national(e) pour soumettre l’approche méthodologique et le plan de travail, effectuer l'évaluation réelle dans les différentes zones d’intervention du projet LEADERSHIP et auprès des parties prenantes identifiées et élaborer les rapports provisoire et final conformément aux termes de référence. * 1. **Co-gestionnaires de l'évaluation**

L’Analyste au Programme, la Coordinatrice au programme de l’Unité Consolidation de la Paix et Renforcement de la Démocratie avec le chef du projet LEADERSHIP ont pour rôle de : 1) gérer les arrangements contractuels, le budget et le personnel impliqué dans l'évaluation ; 2) fournir un appui en coordination au groupe de référence, le commanditaire de l’évaluation et le/la consultant(e) en charge de l’évaluation; 3) fournir au consultant l'assistance administrative et les informations et données requises ; 4) analyser le document d’approche méthodologique et les rapports provisoire et final d'évaluation pour s’assurer que la version finale est conforme aux standards en vigueur dans le domaine de l’évaluation.* 1. **Groupe de référence**

Les représentants des parties prenantes bénéficiaires (Ministère de la Décentralisation au niveau national et Provincial ; Ministère du Plan et du Genre au niveau provincial ; Divisions provinciales de la Décentralisation, du Plan, du Genre et de la Jeunesse ; la cellule provinciale d’appui à la pacification « CPAP », le Conseil Provincial de la Jeunesse « CPJ », les comités locaux de paix et de développement « CLPD », les collectifs des associations féminines « CAF » et les conseils locaux de la jeunesse « CLJ » des chefferies de Bashali, Bwisha et Watalinga ; les différentes autorités politico-administratives du Nord-Kivu, des chefferies de Bashali, Bwisha et Watalinga ainsi que la société civile auront comme rôle de : i) appuyer la collecte des données requises ; ii) surveiller le progrès de l'évaluation, et iii) passer en revue le rapport provisoire d'évaluation et apporter leurs contributions.  |
| VIII. **Calendrier du processus d’évaluation** |
| L’ensemble du processus d’évaluation se déroulera pendant 45 jours ouvrables (mission perlée sur une période de 2 mois maximum) suivant le calendrier ci-après (qui pourra être amendé en fonction de la situation sanitaire) :

|  |  |
| --- | --- |
| **Cadre Chronologique** | **Etapes** |
| 04/04/2022 | Publication des offres pour le recrutement du bureau d’étude/cabinet ; sélection des candidats, notification des candidats retenus |
| 04/05/2022 | Arrivée du consultant national à Goma |
| 06/05/2022 | Transmission et validation de la méthodologie, **du Plan d'évaluation et du chronogramme de l’évaluation – Produit 1**  |
| Du 9/05/2022 au 30/05/2022 | Mission d’évaluation sur le terrain : collecte de données auprès des partenaires de mise en œuvre ; contacts avec les autorités et les bénéficiaires à Goma et dans les 3 Chefferies. |
| 01/06/2022 | Réunion de débriefing avec toutes les parties prenantes au projet, restitution des principaux constats et conclusions, de l’équipe d’évaluation |
| 08/06/2022 | Production et transmission du **Rapport provisoire d’évaluation (Produit 2)** : Il s’agit d’un rapport en français qui reprend synthétiquement les principaux constats et conclusions des activités menées avec toutes les parties prenantes dans le cadre de l’évaluation selon les objectifs de l’évaluation. Ce document ne peut excéder 25 pages (à l’exception du résumé exécutif et des annexes). Il sera partagé avec toutes les parties prenantes pour obtenir leurs commentaires et observations. Les parties prenantes auront un maximum de 7 jours (30/05/2022) pour faire des commentaires et observations |
| 18/06/2022 | Production et transmission du **Rapport final d’évaluation (Produit 3**) : Il s’agit d’un rapport final en français de l’évaluation conduite, répondant aux objectifs fixés par ces termes de référence et répondant aux questions de l’évaluation. Ce document ne peut excéder 30 pages (à l’exception du résumé exécutif et des annexes). Il sera partagé avec toutes les parties prenantes.  |

 |
|  |

**Annexe 1 : Documents de projet à examiner (la liste n’est pas exhaustive)*** + Note conceptuelle et document du projet LEADERSHIP (Prodoc, budget ; cadre de résultat, théorie du changement) ;
	+ Rapports narratifs et financiers semestriels et annuels ;
	+ Comptes rendus des comités des pilotage ;
	+ Comptes rendus des comités techniques ;
	+ Plan de travail annuel
 |
| **IV. Durée de la mission**  |
| Le nombre total de jours de travail dans le cadre de ce contrat sera pour une période de 45 jour ouvrable afin de permettre au PNUD et aux partenaires concernés d’apporter leurs observations sur le rapport et d’organiser l’atelier de restitution |
| **V. Livrables attendus et termes de paiements** |
|

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Les coûts de la mission seront supportés suivant les barèmes du PNUD et tiendront compte des rubriques et modalités de paiement ci-après :1. Les frais de mission dans les territoires.
2. Les frais de transport (aériens et terrestres)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Livrables /Description**  | **Echéance proposée** | **Tranche de paiement** |
| * Produit 1 : **Note méthodologique et plan de travail de l’évaluation** (validés par le Team Leader de l’UPAQ du PNUD) **:**

Ce document décrit l'approche de l’évaluation en incluant la méthodologie spécifique de l’évaluation du projet, y compris le cadre analytique qui sera utilisé pour collecter l’ensemble des données nécessaires pour répondre aux objectifs de l’évaluation. Ce document devra aussi indiquer la façon de mesurer le suivi des progrès de la mission d’évaluation. Les questionnaires pour les entretiens (semi-structurés et/ou focus groups) et la matrice de conception d’évaluation seront inclus comme annexe de ce document. Un chronogramme de l’évaluation sera également partagé et validé.  | 3 jours après la signature du contrat | 40% |
| * Produit 2 : **Rapport provisoire d’évaluation** (validé par le Team Leader de l’UPAQ du PNUD) :

Il s’agit d’un rapport en français qui reprend synthétiquement les principaux constats et conclusions des activités menées avec toutes les parties prenantes dans le cadre de l’évaluation selon les objectifs de l’évaluation. Ce document ne peut excéder 25 pages (à l’exception du résumé exécutif et des annexes). Il sera partagé avec toutes les parties prenantes pour obtenir leurs commentaires et observations | 30 jours après la validation de la note méthodologique. | 20 % |
| * Produit 3 : **Rapport final d’évaluation** (validé par le Team Leader de l’UPAQ du PNUD) :

Il s’agit d’un rapport final en français de l’évaluation conduite, répondant aux objectifs fixés par ces termes de référence et répondant aux questions de l’évaluation. Ce document ne peut excéder 30 pages (à l’exception du résumé exécutif et des annexes). Il sera partagé avec toutes les parties prenantes.  | 10 jours après le partage du rapport provisoir | 40% |

 |

 |

|  |
| --- |
|  |
| **VI . Profil du/ de la consultant(e), Compétences et connaissances requises** |
|  Afin de réaliser cette évaluation finale du projet LEADERSHIP mis en œuvre par le PNUD et ses partenaires, un(e) consultant(e) national(e) avec une bonne expérience internationale sera recruté(e). Il/elle devra justifier d’expériences similaires dans la conduite d’évaluation finale de projet ainsi que de connaissances et expériences en matière de renforcement de la cohésion sociale, de la promotion du leadership des jeunes et des femmes ainsi que de la gouvernance locale. Il est important que le/la consultant(e) maitrise parfaitement le français (écrit et parlé) ainsi que le Kiswahili. *Profil général du/de la consultant(e) :** Démontrer une solide expérience en matière de conduite d’évaluation des projets dans le domaine de la gouvernance locale et promotion du leadership des jeunes et des femmes ;
* Maitriser parfaitement le français (écrit et parlé) et la connaissance de langue locale de la province du Nord-Kivu (Kiswahili) est fortement recommandée ;
* Démontrer son intégrité en se conformant aux valeurs et aux normes morales de l'ONU ;
* Démontrer sa capacité à travailler sans faire de discrimination d’ordre culturel, de genre, de religion, de race, de nationalité et de sensibilité sociopolitique ;
* Démontrer de la rigueur dans le travail, une grande disponibilité, une aptitude à travailler en équipe et un esprit d’initiative développé ;

|  |  |
| --- | --- |
| * Compétences
 | * Capacités accrues d’analyse et de synthèse ;
* Capacités accrues de rédaction ;
* Autonomie, sens de l’initiative et de l’anticipation ;
* Aptitude à tenir des délais contraignants ;
* Aptitude à travailler sous pression et dans un contexte sécuritaire difficile ;
* Parfaite maitrise des logiciels de collecte de données numériques et d’analyse des données en sciences sociales ;
* Maitrise des logiciels bureautiques courants (Microsoft Office) et internet.
 |
| * Education :
 | * Être titulaire d’un diplôme universitaire de master en sciences sociales, sciences politiques, développement rural, économie ou tout autre domaine pertinent.
 |
| * Expérience :
 | * Expérience de minimum 10 ans en matière de gestion et de conduite d’évaluation des projets de renforcement de la cohésion sociale, de gouvernance locale et d’autonomisation des femmes et des jeunes ;
* Excellentes capacités d’analyses et de production des réflexions/orientations stratégiques de haut niveau ;
* Connaissance de l’environnement politique, social, économique de la province du Nord-Kivu ;
* Faire preuve de disponibilité pendant toute la durée de la consultation ;
 |
| * Connaissances linguistiques :
 | * Maîtrise indispensable de la langue française tant à l’écrit qu’à l’oral. La connaissance de langue locale de la province du Nord-Kivu (Kiswahili) est fortement recommandée.
 |

 |

|  |
| --- |
| **VI. Qualifications et Expérience requises** |
| I. Qualifications académiques : * Avoir un Master ou plus en science climatique ou environnementale, en science de développement ou domaines connexe ;

II. Expérience :- Au moins dix (10) années d’expérience professionnelle progressives et pertinentes sur le MNV ou domaine connexe;- Expérience prouvée sur les questions liées aux changements climatiques (atténuation et adaptation, la finance climat) voir de la CDN ; - Expérience substantielle de la recherche et de l’analyse sur l’égalité des sexes et au moins un autre thème connexe, y compris l’atténuation et/ou l’adaptation aux changements climatiques, la CDN ;- Expérience dans la réalisation de l’évaluation des besoins en capacités ;- Connaissances démontrées des questions de MNV- Une bonne maîtrise du français parlé et écritIII. Competences* Excellent membre d'équipe avec de bonnes compétences interpersonnelles ;
* Capacité à gérer la charge de travail avec un minimum de supervision ;
* Capacité à travailler sous pression et à respecter des délais serrés ;
* Aptitude à travailler dans un environnement multiculturel ;
* Aptitude à communiquer de façon efficace et écrite les informations techniques complexes destinées au public technique et au grand public ;
* Une planification stratégique solide, une gestion axée sur les résultats et de bonnes capacités de rédaction de rapport ;
* Sensibilité et adaptabilité sans distinction de genre, de religion, et de race.
 |

|  |
| --- |
| **VII. Critères d’évaluation des candidatures** |
| **Evaluation**L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.Le marché sera attribué au/à la Consultant (e) ayant présenté le meilleur score combiné (rapport qualité/prix, évaluation cumulative).1. Les propositions techniques

Les propositions techniques seront évaluées sur leur degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères d’évaluation** | **Point** |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle ? Titulaire d’un diplôme universitaire de master en sciences sociales, sciences politiques, développement rural, économie ou tout autre domaine pertinent. ? | 10 |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle Au moins dix (10) années en matière de gestion et de conduite d’évaluation des projets de renforcement de la cohésion sociale, de gouvernance locale et d’autonomisation des femmes et des jeunes ? | 30 |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle – une expérience des capacités d’analyses et de production des réflexions/orientations stratégiques de haut niveau ? | 15 |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle * Aptitude à travailler sous pression et dans un contexte sécuritaire difficile ? 7,5 points
* Parfaite maitrise des logiciels de collecte de données numériques et d’analyse des données en sciences sociales ? 7,5 points
 | 15 |
| L’approche globale proposée par le(la) candidat(e) est-elle de nature à garantir la fourniture des livrables de qualité dans les délais impartis ? | 15 |
| La méthodologie et le chronogramme proposés sont-ils cohérents par rapport à l’approche globale à utiliser et réalistes pour garantir la réalisation effective des principaux livrables attendus de la mission comme explicités dans les termes de référence ? | 15 |

**Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée a 70%.**1. Les propositions financières

Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire.Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées ; une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :**Note financière A = [(Offre financière la moins disante) /Offre financière de A] x 30****Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique + Financière) le plus élevé sera retenu pour le contrat.****Seulement les candidats ayant obtenu la note minimale combinée de 70/100 à l´évaluation technique seront considérés pour l’évaluation financière.**  |

**VIII. Documents constitutifs de l’offre**

|  |
| --- |
| Les consultant(e)s intéressé(e)s doivent inclure dans leurs offres les documents/informations ci-dessous :**1. Proposition technique :*** Un CV détaillé incluant notamment des activités passées et présentes en rapport avec la mission, l’expérience et les compétences attendues ;
* Une note explicative sur la compréhension des termes de référence et présentant clairement l’approche globale que le(la) candidat(e) compte utiliser pour la fourniture des livrables de qualité et dans les délais impartis ;
* Une description détaillée des critères de performance essentiels proposés qu’il entend garantir en démontrant comment la méthodologie proposée pour la réalisation de la mission répond aux spécifications stipulées ou les surpasse.

**2. Lettre d´offre avec une proposition financière** La proposition financière doit indiquer :(i) Le montant total/somme forfaitaire globale. Afin d'aider le PNUD RD Congo dans la comparaison des offres, chaque proposition financière comprendra une ventilation détaillée du montant forfaitaire, incluant :Les honoraires du (de la) consultant (e) (indemnités journalières X nombre de jours ouvrables prévus). |

**IX. Autres information pertinentes**

|  |
| --- |
| Le soumissionnaire retenu ayant 65 ans ou plus sera appelé à présenter un certificat médical complet ainsi qu´un certificat d’aptitude physique à travailler et à voyager. Les frais des examens seront à sa charge et le rapport médical devra être approuvé par un médecin approuvé par les Nations Unis. Le consultant retenu devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire les **formations sécuritaires requises** avant tout démarrage de mission (ces certificats sont obtenus en ligne, le PNUD fournira tous les détails au consultant retenu au moment de l´attribution du contrat). |

**ANNEXES**

**ANNEX 1 – Termes et Conditions des contrats IC (Individual Contracts)**

****

**ANNEX 2 – Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission (y compris le tableau des couts)**

****

**Annex 3 TDR**

****

1. “Better criteria for better evaluation, Revised Evaluation criteria, Definitions and Principles for Use”, OECD/DAC Network on Development Evaluation [↑](#footnote-ref-1)
2. <http://www.unevaluation.org/ethicalguidelines>. [↑](#footnote-ref-2)
3. <http://www.unevaluation.org/unegcodeofconduct> [↑](#footnote-ref-3)